

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1842 — 1846.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 15.

M. MOREAU, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions | |
|-----------------------------|---|---|
| 1 | 553. | Par pétition datée d'Hooghlede, le 9 décembre 1843. Les cabaretiers et débitants de boissons distillées de la commune d'Hooghlede demandent l'abrogation de la loi du 18 mars 1838, sauf à recouvrer sur d'autres bases le produit de l'impôt de consommation sur les boissons distillées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances |
| 2. | 596. | Par pétition datée d'Opbrakel, le 13 décembre 1843, Les cabaretiers et débitants de boissons de la commune d'Opbrakel demandent l'abrogation de la loi du 18 mars 1838, établissant un impôt de consommation sur les boissons distillées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| 3. | 3589. | Par pétition datée de Forges, le 18 février 1848, Le sieur Louyest se plaint du refus de communication de pièces sur lesquelles on s'est basé pour le faire révoquer de ses fonctions de bourgmestre de la commune de Forges. — Concl. — Ordre du jour. |

4. 3649. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 mars 1848.
Plusieurs habitants de Bruxelles demandent une loi qui fixe à 30 le nombre de notaires de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
5. 3656. Par pétition datée de Westrem, le 12 février 1848.
Plusieurs habitants de Westrem demandent que cette localité forme une commune séparée de Massemen. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
6. 3660. Par pétition sans date,
Plusieurs habitants de Bruxelles demandent la révision de la loi sur la contrainte par corps. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
7. 3693. Par pétition datée de Tournay, le 20 mars 1848,
Le sieur Decarpentries, candidat notaire à Tournay, demande des modifications à la loi sur l'expropriation. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 3697. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 mars 1848,
Les sieurs Dupret et Bosche demandent que toute espèce de cumul d'emplois soit abolie et que les Belges seuls remplissent des fonctions publiques. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres.
9. 3698. Par pétition datée de Bruxelles, le 21 mars 1848,
Le sieur Hasselmans demande que les officiers puissent permuer avec des fonctionnaires de l'ordre administratif et réciproquement. — Concl. — Ordre du jour.
- M. BIEBUYCK, 2^{me} rapporteur.
10. 1223. Par pétition datée de Louvain, le 16 décembre 1844,
Le sieur Philippe, sous-brigadier des douanes à Louvain, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir ce qui lui revient sur la masse d'habillement du 12^{me} régiment de ligne dont il faisait partie au moment de la révolution. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
11. 2574. Par pétition datée du 26 novembre 1846,
Les membres du conseil communal et plusieurs habitants d'Assenede réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exécution pleine et entière de la convention du 20 mai 1843, entre les gouvernements belge et néer-

landais, relativement à l'écoulement des eaux de la wateringue St-Albert. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Travaux Publics et des Affaires Étrangères.

12. 2941. Par pétition datée d'Ans et Glain, le 1^{er} mars 1847.

Le sieur Chantraine réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le décompte de la somme qu'il a versée à la caisse du régiment après l'incorporation du remplaçant de son domestique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

13. 2961. Par pétition datée de Tournay, le 8 mars 1847,

Le sieur Allard, avocat des héritiers Bacro, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une créance à charge de la commune de Wez-Welvain, et prie l'assemblée d'examiner le projet de loi relatif à la création d'office d'impositions communales pour assurer le paiement des dépenses obligatoires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

14. 3173. Par pétition sans date,

La veuve Wilmes réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement du *boni* de la masse d'habillements et de fourrages qui revenait à feu son mari, brigadier à cheval des maréchaussées du Luxembourg. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

15. 3404. Par pétition datée d'Ypres, le 17 janvier 1848,

Le sieur Van Battel prie la Chambre de lui faire obtenir ce qui lui revient de sa masse d'équipement pendant qu'il était au service des Pays-Bas. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

16. 3830. Par pétition datée de Roucourt, le 11 avril 1848,

Le sieur Heindryckx propose de rendre à la culture l'un des acôtéments des routes de l'État. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

17. 3836. Par pétition datée du Mont-St-Amand-lez-Gand, le 12 avril 1848,

Plusieurs cabaretiers du Mont-St-Amand-lez-Gand demandent que cette localité soit classée dans la catégorie des communes de 3^e rang, quant à l'abonnement pour le débit de boissons distillées. — Concl. — Ordre du jour.

M. ALBÉRIC DU BUS, 5^{me} rapporteur.

18. 3264. Par pétition datée de Bruxelles, le 3 décembre 1847,
Le sieur Van Assche demande que les habitations louées à la semaine soient exemptes de toute imposition ou bien que leurs locataires seuls soient tenus au paiement des contributions, et prie la Chambre de reviser les dispositions qui régissent l'expulsion des locataires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
19. 3322. Par pétition datée d'Anvers, le 16 décembre 1847,
Le sieur d'Henry demande une loi qui abolisse la peine de la marque. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
20. 3353. Par pétition datée d'Anvers, le 20 décembre 1847,
Le sieur Janssens demande que les employés de l'administration des chemins de fer de l'État ne puissent circuler gratuitement sur ces chemins de fer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
21. 3354. Par pétition datée de Steenhuyze-Wynhuyze, le 11 décembre 1847,
Plusieurs boutiquiers et habitants de Steenhuyze-Wynhuyze demandent que le Gouvernemen^t interdise au percepteur des contributions d'Ophasselt d'exercer un négoce ou qu'il l'oblige à demeurer au chef-lieu de sa perception. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
22. 3367. Par pétition datée de Liège, le 20 décembre 1847,
Le sieur Raikem, légiste à Liège, demande l'abolition de la peine de la bastonnade et d'autres peines du même genre en usage dans la marine. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
23. 3371. Par pétition datée de Gribomont, le 26 novembre 1847,
Plusieurs cultivateurs de la commune de St-Médard demandent qu'il soit donné suite à leurs soumissions pour le défrichement de biens communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
24. 3394. Par pétition datée de Cappellen, le 23 décembre 1847,
L'administration communale de Cappellen prie la Chambre de ne pas adopter la proposition qui lui serait

faite, d'interdire l'entrée et la sortie des marchandises par la route de Bergen-op-Zoom, bureau de Putte-Stabroeck.
— Concl. — Ordre du jour.

25. 3401. Par pétition datée de Maulde, le 29 décembre 1847.
Le sieur Lécivain, commissaire-voyer du canton de Leuze, demande une nouvelle loi sur la voirie vicinale.
— Concl. — Ordre du jour.

26. 3409. Par pétition datée de Liège, le 29 décembre 1847.
Le sieur Thonon, avoué à la cour d'Appel de Liège, demande que le nombre d'avoués près de cette cour soit diminué. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

27. 3419. Par pétition datée d'Anvers, le 18 janvier 1848,
Le sieur Friderichs, artiste à Anvers, demande que sa femme, détenue préventivement, soit mise en liberté. — Concl. — Ordre du jour.

28. 3459. Par pétition datée d'Irchonwelz, le 25 janvier 1848,
Le sieur Ursmer prie la Chambre de lui faire obtenir ce qui lui revient du chef des ouvrages de maçonnerie qu'il a exécutés au chemin de fer de Jurbise à Tournay.
— Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

29. 3475. Par pétition datée de Lille-St-Hubert, le 16 janvier 1848,
Le conseil communal de Lille-St-Hubert propose l'établissement de couvents de trappistes au lieu de fermes-modèles pour favoriser le défrichement des bruyères. — Concl. — Ordre du jour.

M. DE BREYNE, 4^{me} rapporteur.

30. 3405. Par pétition datée de Berchem, le 31 décembre 1847,
Le sieur Van Passer, cultivateur, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef de pertes causées par les événements de guerre de la révolution. — Concl. — Ordre du jour.

31. 3632. Par pétition datée de Tamise, le 2 mars 1848,
Le conseil communal de Tamise demande que cette commune qui, dans le tarif B pour le droit de patente, figure parmi les communes de la 5^{me} catégorie, soit placée dans la 6^{me} catégorie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

32. 3674. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 mars 1848,
Le sieur Smets prie la Chambre d'exempter de l'avance des $\frac{8}{12}$ de la contribution foncière les propriétés bâties qui ne sont pas occupées faute de locataires. — Concl. — Ordre du jour.
33. 3694. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 mars 1848,
Le sieur Dewevre demande l'exemption du paiement de l'avance des $\frac{8}{12}$ de la contribution foncière sur des immeubles qu'il possède à Bruxelles. — Concl. — Ordre du jour.
34. 3706. Par pétition datée de Tournay, le 22 mars 1848,
Le sieur Lefebvre demande qu'il soit interdit aux notaires de stipuler, dans les baux ou dans les obligations hypothécaires, que les emprunts, dus à raison des immeubles loués ou des créances hypothéquées, seront à la charge des locataires ou des débiteurs. — Concl. — Ordre du jour.
35. 3709. Par pétition datée de Grandleez, le 24 mars 1848,
Le sieur Philippart, secrétaire communal, demande qu'il soit accordé aux secrétaires communaux une légère rémunération pour le surcroît de besogne que leur donnera le projet de loi sur l'emprunt. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
36. 3841. Par pétition datée de Vonêche, le 12 avril 1848,
Plusieurs habitants de Vonêche-Froid-Fontaine demandent que le hameau de Froid-Fontaine soit érigé en commune séparée de Vonêche. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
37. 490. Par pétition datée de Liège, le 28 mars 1848,
Le sieur Delsemme, ancien officier, prie la Chambre de lui faire obtenir la croix de fer ou toute autre récompense nationale. — Concl. — Ordre du jour.
38. 3755. Par pétition datée de Liège, le 29 mars 1848,
Le sieur Nevraumont, instituteur communal à Ste-Marie, prie la Chambre de l'exempter du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.
39. 3793. Par pétition datée d'Ostende, le 4 avril 1848,
Le sieur Lefevre, maître maréchal à Ostende, reclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef des pertes essuyées lors de la construction du fanal des dunes à l'est du port d'Ostende. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

40. 3819. Par pétition datée de Tirlemont, le 8 avril 1848.
Le sieur Sittelbaer demande que le Gouvernement soit autorisé à vendre les marais et prairies communaux, moyennant une indemnité à donner aux communes et à leurs habitants. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
41. 3849. Par pétition datée de Mons, le 14 avril 1848.
Le sieur Meurice, décoré de la croix de fer, demande une pension. — Concl. — Ordre du jour.
- M. ZOUDE, 5^{me} rapporteur.
42. 3910. Par pétition sans date,
Le sieur Vanderstracten-Versmessen réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement d'une partie de terre située à Boucle-St-Blaise, qui a été acquise par le Gouvernement lors du tracé de la route d'Elst à Hundelghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
43. 3876. Par pétition datée d'Herck-la-Ville, le 22 avril 1848.
Le sieur Pollenus réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement fasse exécuter les travaux nécessaires au dessèchement de la vallée du Démer, dite le *Schuelensbroek*. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
44. 3918. Par pétition datée d'Herck-la-Ville, le 1^{er} mai 1848.
Plusieurs propriétaires et locataires de biens situés dans la vallée du Démer, dite le *Schuelensbroek*, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exécution des travaux qui doivent mettre cette vallée à l'abri des inondations. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
45. 3816. Par pétition sans date,
Plusieurs habitants de Liège et des rives de la Meuse, depuis Liège jusqu'à Chokier, demandent que les 2 millions restant du cautionnement déposé par la société concessionnaire du chemin de fer du Luxembourg soient restitués à la Compagnie pour aider à l'exécution du canal de l'Ourthe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
46. 3852. Par pétition datée d'avril,
Les habitants du bassin de l'Ourthe et des alentours

demandent que les 2 millions restant du cautionnement déposé par la société concessionnaire du chemin de fer du Luxembourg soient restitués à la Compagnie, pour aider à l'exécution du canal de l'Ourthe à partir de Liège. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

47. 3928. Par pétition datée d'Arlon, le 4 mai 1848,
La députation permanente du conseil provincial du Luxembourg prie la Chambre de rejeter la demande tendant à ce que les deux millions de cautionnement, déposés par la compagnie concessionnaire du chemin de fer du Luxembourg, soient employés aux travaux du canal de Meuse et Moselle. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
48. 3935. Par pétition datée d'Arlon, le 4 mai 1848,
Les membres de plusieurs administrations communales dans la province de Luxembourg prient la Chambre de rejeter la demande qui tend à ce que les deux millions de cautionnement, déposés par la compagnie concessionnaire du chemin de fer du Luxembourg, soient employés à la canalisation de l'Ourthe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
49. 3944. Par pétition datée de Neufchâteau, le 9 mai 1848,
Le conseil communal de Neufchâteau prie la Chambre de rejeter la demande tendant à ce que les deux millions de cautionnement, déposés par la compagnie concessionnaire du chemin de fer du Luxembourg, soient employés à la construction du canal de l'Ourthe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
50. 3934. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 mai 1848,
Le sieur Cras, ancien commis des accises, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.